Médiapart, 26 octobre 2010

Durcir la loi sur les sondages? Des chercheurs répondent aux sénateurs

26 Octobre 2010 **Par** Michaël Hajzenberg, Mathilde Mathieu

Les sénateurs Hugues Portelli (UMP) et Jean-Pierre Sueur (PS) ont rendu public, lundi 25 octobre, **un rapport d'information** (précédemment dévoilé par Mediapart et intitulé *«Sondage et démocratie: pour une législation respectueuse de la sincérité du débat politique»*), qui devrait se transformer en une proposition de loi dans les prochains jours. Ils portent un coup aux méthodes des instituts de sondages et critiquent l'efficacité du contrôle théoriquement opéré par **la commission des sondages**.
Si elles étaient adoptées, leurs recommandations (**détaillées ici par Mediapart**) seraient-elles suffisantes? Nous avons demandé à quatre chercheurs, ayant travaillé sur la fabrique de l'opinion, de commenter le rapport et de pointer ses éventuelles lacunes.

Alain Garrigou.

Professeur en science politique à l'université Paris X Nanterre et auteur de *L'Ivresse des sondages* (La Découverte, 2006), Alain Garrigou se montre satisfait du rapport, qui reprend nombre des recommandations qu'il avait faites aux rapporteurs. *«Ils ont écrit quelque chose d'audacieux, et je ne m'y attendais pas»*, explique celui qui avait dénoncé avec le plus de virulence ***«l'affaire des sondages de l'Elysée»*** et qui se retrouve poursuivi en justice par Patrick Buisson, «le sondeur de l'ombre» de Nicolas Sarkozy.
Le chercheur se réjouit surtout de l'interdiction proposée par les rapporteurs de toute gratification récompensant la participation à un sondage politique. *«Si elle adoptée, cette mesure va tuer le système des sondages en ligne qui sont réalisés en échange de cadeaux, de jeux, etc.»* Pour Alain Garrigou, il s'agirait d'une très bonne nouvelle: *«Introduire de l'argent dans la conviction politique est extrêmement dangereux. C'est de la corruption. La conviction politique est liée au désintéressement. Les sondages sur Internet en matière politique sont de très mauvaise qualité car les sondeurs prétendent rendre représentatifs des échantillons spontanés. On ne fait pas des sondages avec des gens qui se portent volontaires! Des instituts comme OpinionWay doivent être aujourd'hui très inquiets.»*
Autre motif de satisfaction pour Alain Garrigou, l'éclaircissement demandé sur les «redressements» effectués par les instituts. *«Tout citoyen devrait enfin pouvoir avoir accès aux chiffres bruts. C'est absolument nécessaire. Les sondeurs prétendent parler au nom de la science, mais ils cachent des données.»*
Pour l'instant, seule la commission des sondages en dispose, *«mais elle n'en fait rien. C'est une commission paresseuse, qui ne communique pas. Si la commission des sondages fait son travail, il y aura des polémiques, un travail critique, des rappels à l'ordre»*.
Jusqu'à présent, selon le professeur, *«la commission n'était pas indépendante. Trop proche des sondeurs, trop sympathique avec eux. En faire une véritable autorité administrative indépendante comme le propose le rapport changerait tout. Les rapporteurs estiment que la commission, contrairement à aujourd'hui, ne devrait pas seulement travailler pendant la période de campagne électorale* (un an avant un scrutin). *En réalité, une campagne présidentielle dure cinq ans»*.

- **Loïc Blondiaux.**

Phoca PDF